



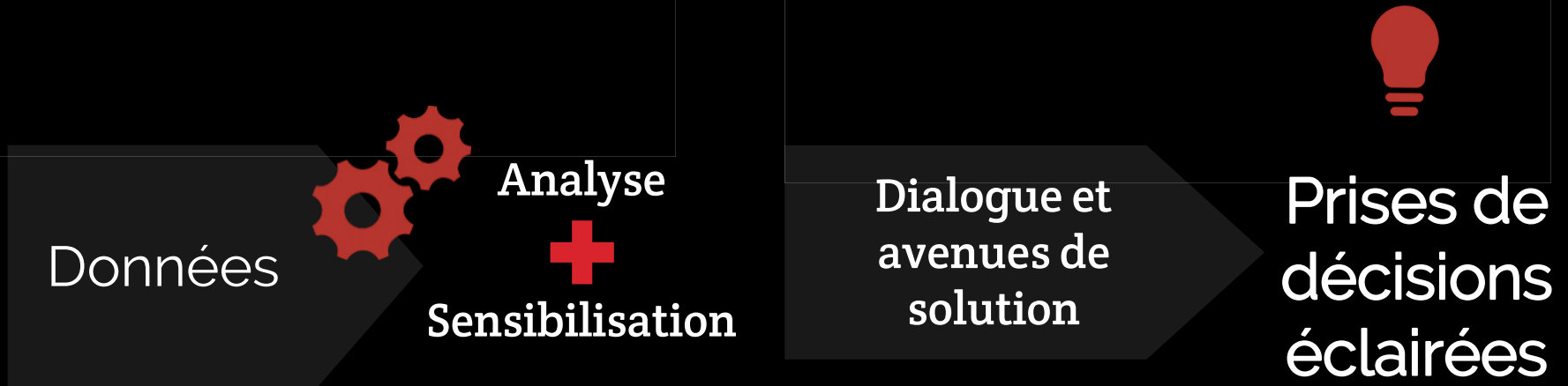
OBSERVATOIRE des tout-petits

VEILLER POUR ÉVEILLER

23 février
2018

L'importance accordée à la
petite enfance dans les médias
et à l'Assemblée nationale

MANDAT DE L'OBSERVATOIRE



VEILLER POUR ÉVEILLER

PUBLICS CIBLES

Observatoire

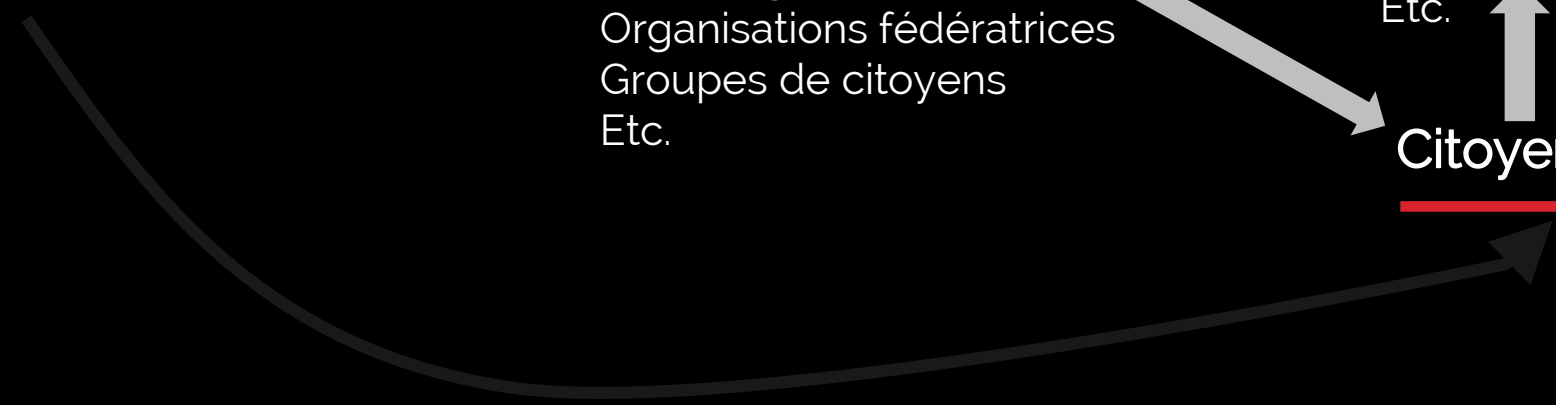
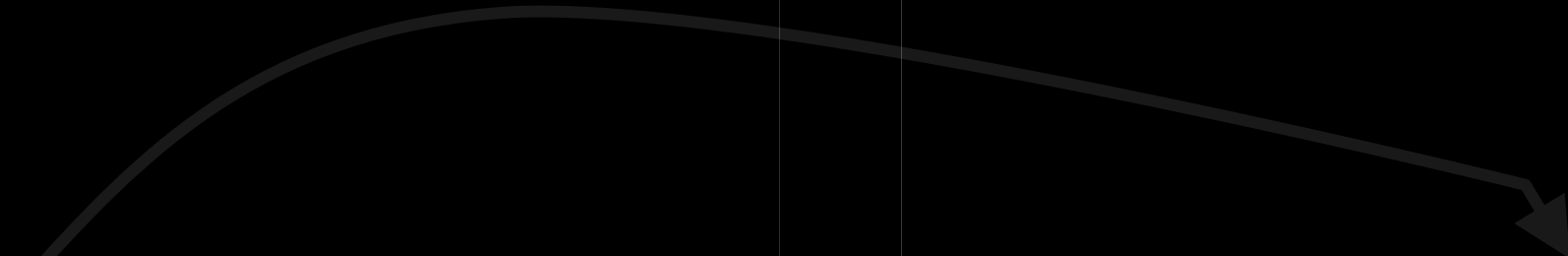
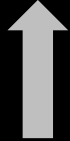
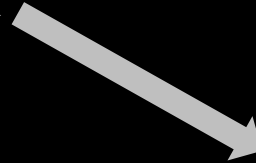
Acteurs d'influence

Médias
Conseillers politiques
Acteurs gouvernementaux
Organisations fédératrices
Groupes de citoyens
Etc.

Décideurs

Ministériels
Municipaux
Milieu des affaires
Etc.

Citoyens



Devis d'évaluation

PUBLICS CIBLES	CITOYENS	ACTEURS D'INFLUENCE	DÉCIDEURS
OBJECTIFS	Qu'ils se préoccupent des tout-petits et soient en faveur de mesures collectives qui leur sont favorables.	Qu'ils se préoccupent des tout-petits, posent des actions qui leur sont favorables et incitent leur réseau à en faire autant.	Qu'ils se préoccupent des tout-petits, prennent des décisions qui leur sont favorables et incitent leur réseau à en faire autant.
EFFETS PROXIMAUX	Rétention et perception du message.	Rétention et perception du message et des outils.	Rétention et perception du message.
		Notoriété et crédibilité de l'Observatoire des tout-petits.	Notoriété et crédibilité de l'Observatoire des tout-petits.
		Relais des messages et des outils.	Participation aux événements, aux actions ou aux prises de décisions.
EFFETS INTERMÉDIAIRES	Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.	Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.	Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.
		Prises de parole publiques sur les mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.	Annonces ou prises de parole publiques sur les mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.
			Signes d'une priorisation des 0-5 ans par la société québécoise.
MOYENS - Temps 0 : 2016 - Avancement : 2018	Sondage d'opinion publique.	Questionnaire annuel auprès des influenceurs (domaine de la petite enfance et hors domaine).	Données de suivi et d'analyse de contenu médiatique.
		Données de suivi et d'analyse de contenu médiatique.	Analyse des plateformes des partis politiques.
		Entrevues semi-dirigées auprès des influenceurs	Analyse des contenus des débats à l'Assemblée nationale.
			Analyse des budgets et de leurs annexes.

PUBLICS CIBLES

CITOYENS

ACTEURS D'INFLUENCE

DÉCIDEURS

OBJECTIFS

*Le partage des apprentissages quant à l'évaluation des effets intermédiaires est une forme de soutien aux partenaires (meilleure compréhension de l'écosystème).

EFFETS PROXIMAUX

EFFETS INTERMÉDIAIRES

Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Prises de parole publiques sur les mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Annonces ou prises de parole publiques sur les mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Signes d'une priorisation des 0-5 ans par la société québécoise.

Sondages Léger

MOYENS

- Temps 0 : 2016
- Avancement : 2018

Proportion de la population québécoise qui croit que la petite enfance doit être priorisée par nos décideurs:

2015 60%
2016 90%
2017 86%

Année de référence: avril

PUBLICS CIBLES

CITOYENS

ACTEURS D'INFLUENCE

DÉCIDEURS

OBJECTIFS

Évaluation menée par l'UQAM (11 grands quotidiens)

EFFETS PROXIMAUX

Nombre d'articles dans la presse écrite consacrés à la petite enfance avec l'angle collectif:

2015	244	OTP
2016	410	4,79%
2017	1126	(9 mois)

Nombre de publications sur les médias sociaux consacrés à la petite enfance avec l'angle collectif:

2015	575
2016	2452
2017	2645 (9 mois)

EFFETS INTERMÉDIAIRES

Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Prises de parole publiques sur les mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Annonces ou prises de parole publiques sur les mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Signes d'une priorisation des 0-5 ans par la société québécoise.

MOYENS

- Temps 0 : 2016
- Avancement : 2018

Nombre d'interventions d'acteurs en lien avec la petite enfance sous l'angle collectif:

2015	102
2016	66
2017	228 (9 mois)

Nombre d'acteurs d'influence qui parlent de petite enfance sous l'angle collectif :

2015	80
2016	71
2017	160 (9 mois)

PUBLICS CIBLES

CITOYENS

ACTEURS D'INFLUENCE

DÉCIDEURS

OBJECTIFS

Évaluation menée par l'équipe de l'UQAM

ANALYSE DES MINUTES DE L'ASSEMBLÉE

An 0 (2015-2016): **37,9 %** de visibilité (principalement à cause des coupures budgétaires du gouvernement dans les CPE et les écoles).

An 1 (2016-2017): la petite enfance a obtenu **31,7 %** de visibilité par rapport à l'ensemble du contenu paru dans les échanges parlementaires.

Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Attitudes favorables/défavorables aux mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Prises de parole publiques sur les mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Annonces ou prises de parole publiques sur les mesures collectives s'adressant aux 0-5 ans.

Signes d'une priorisation des 0-5 ans par la société québécoise.

EFFETS PROXIMAUX

EFFETS INTERMÉDIAIRES

MOYENS

- Temps 0 : 2016
- Avancement : 2018

ANALYSE DES BUDGETS ET DE LEURS ANNEXES

- Budget 2016-2017: **0 occurrence** de l'expression « petite-enfance »
- Budget 2017-2018: **4 occurrences** de l'expression «petite enfance»
- D'un investissement dans les **structures de services de garde** (60 millions \$) en 2016-2017 à un investissement **destiné aux familles et à la petite enfance** (130 millions \$) en 2017-2018.
- «Malgré une visibilité minimale des 0-5 ans dans le budget 2017-2018, volonté explicite du gouvernement de reconnaître les besoins dès la petite enfance et de les financer.»

*À venir en 2018: les annonces concernant la petite enfance seront aussi documentées.



LABORATOIRE

D'ANALYSE

DE PRESSE

CAISSE CHARTIER



Présentation analyse média (an 0/an 1)

Présentation préparée par

Olivier Turbide,

Directeur du Laboratoire d'Analyse de presse Caisse Chartier
Professeur au département de communication sociale et publique,
Université du Québec à Montréal

Thomas Maxwell,

Coordonnateur et analyste principal au Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier
Université du Québec à Montréal

Février 2018

ANALYSE MÉDIA: PRESSE ÉCRITE

+ Évolution des données an 0/an 1

- ❖ **68 %** d'augmentation du nombre d'articles dans la presse écrite
- ❖ **326 %** d'augmentation du nombre de publications sur les médias sociaux
- ❖ **29 %** d'augmentation du nombre d'unités d'information
- ❖ **9,1** unités d'information par article dans la presse écrite (an 1)



Évolution des données an 1/an 2 (déc. 2017)

- ❖ **174,6 %** d'augmentation du nombre d'articles dans la presse écrite
- ❖ **7,9 %** d'augmentation du nombre de publications sur les médias sociaux
- ❖ **133,4 %** d'augmentation du nombre d'unités d'information
- ❖ **7,7** unités d'information par article dans la presse écrite (an 2, déc. 2017)



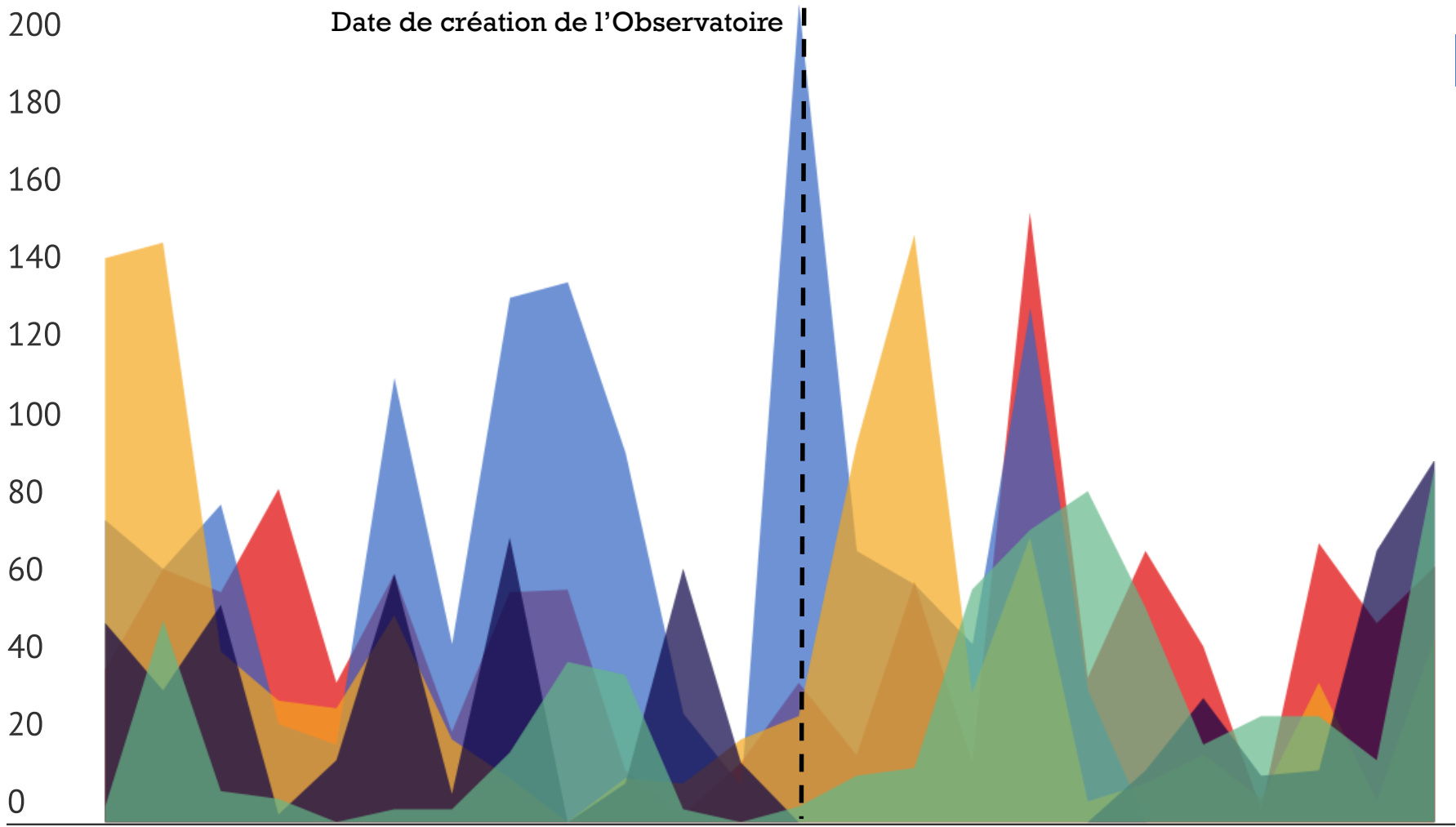
Évolution des données an 0/an 2 (déc. 2017)

- ❖ **361,5 %** d'augmentation du nombre d'articles dans la presse écrite
- ❖ **360 %** d'augmentation du nombre de publications sur les médias sociaux
- ❖ **201,1 %** d'augmentation du nombre d'unités d'information



Évolution de la visibilité des principaux sujets

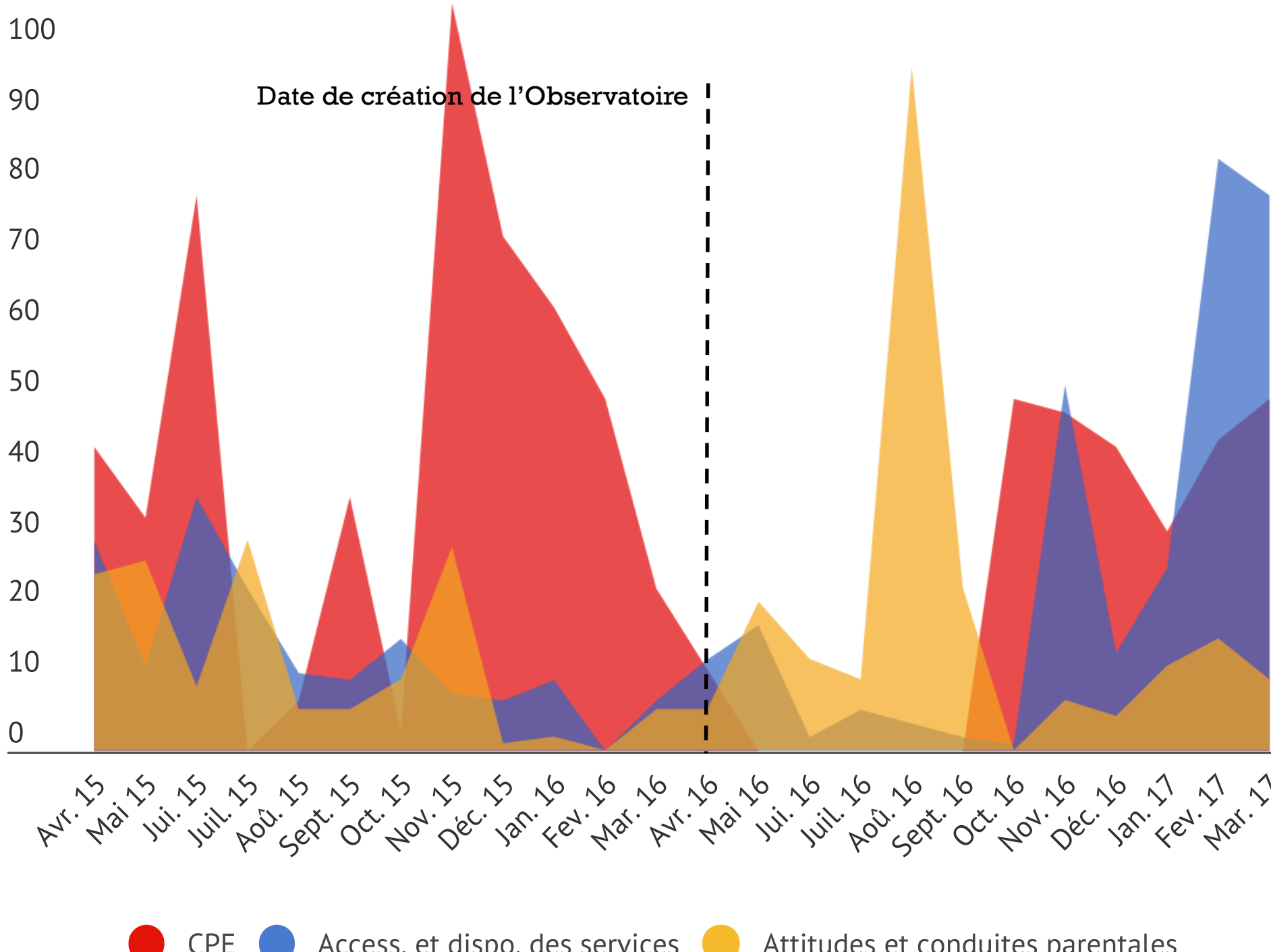
Date de création de l'Observatoire



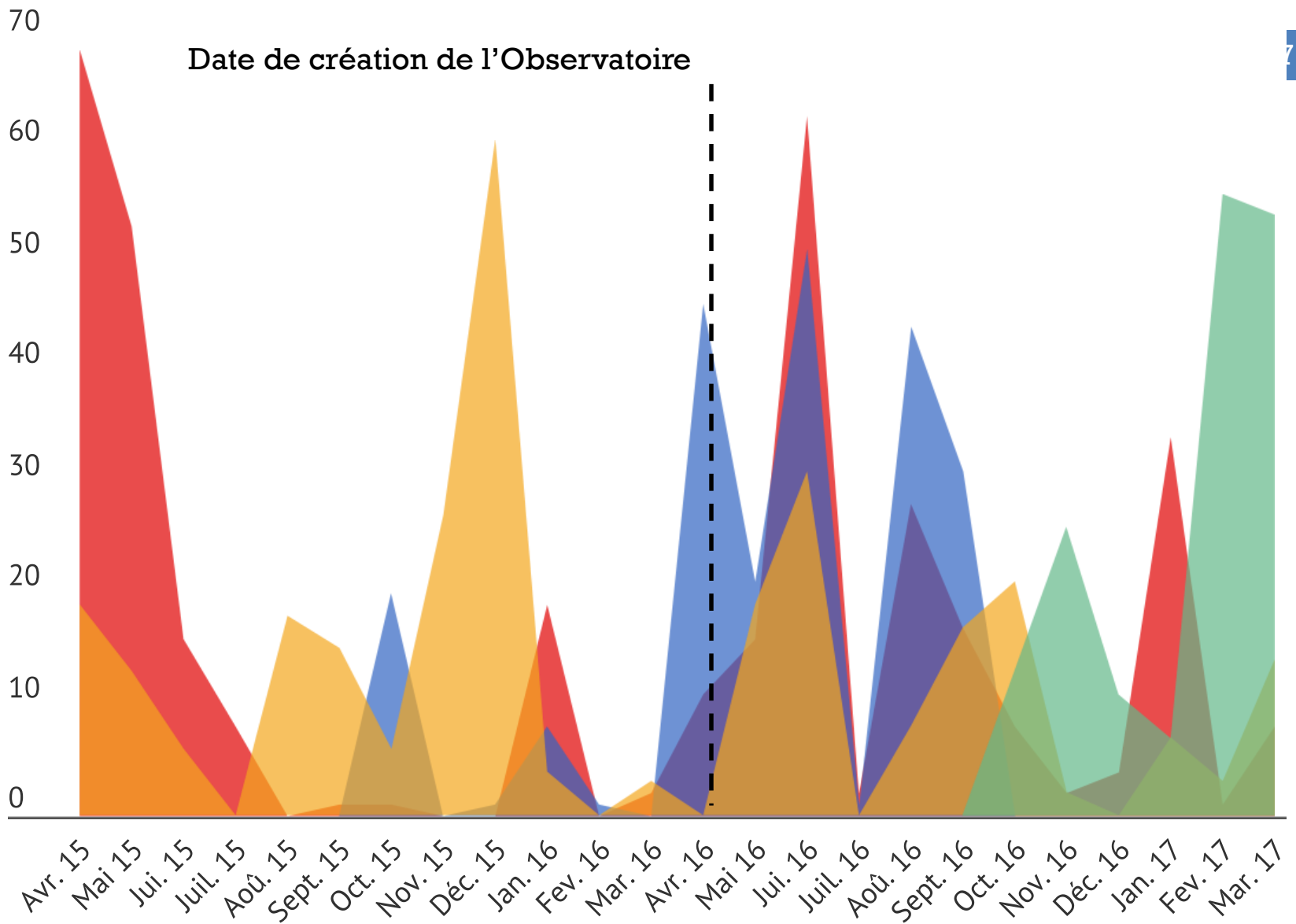
- Santé et bien-être de l'enfant
- Politiques et services
- Environnement familial
- Coûts et financement
- Environnement social



Évolution de la visibilité des principaux dossiers



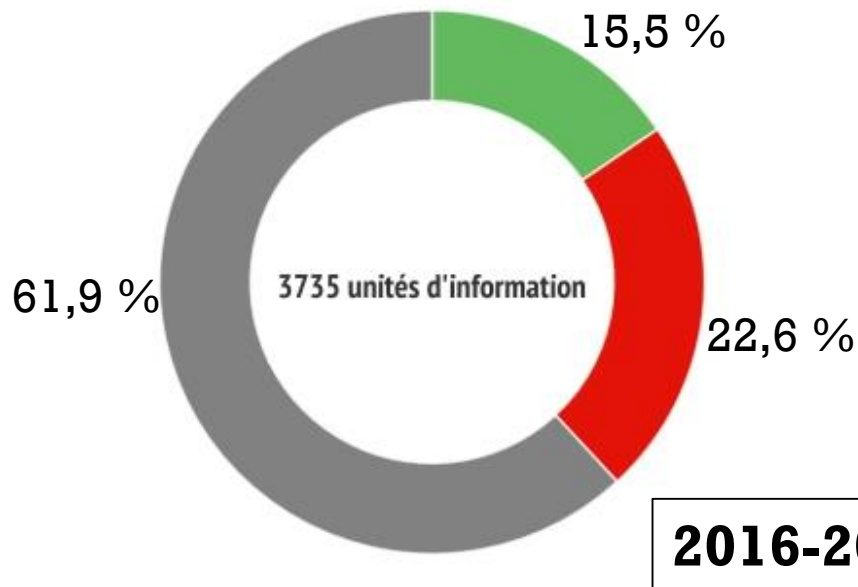
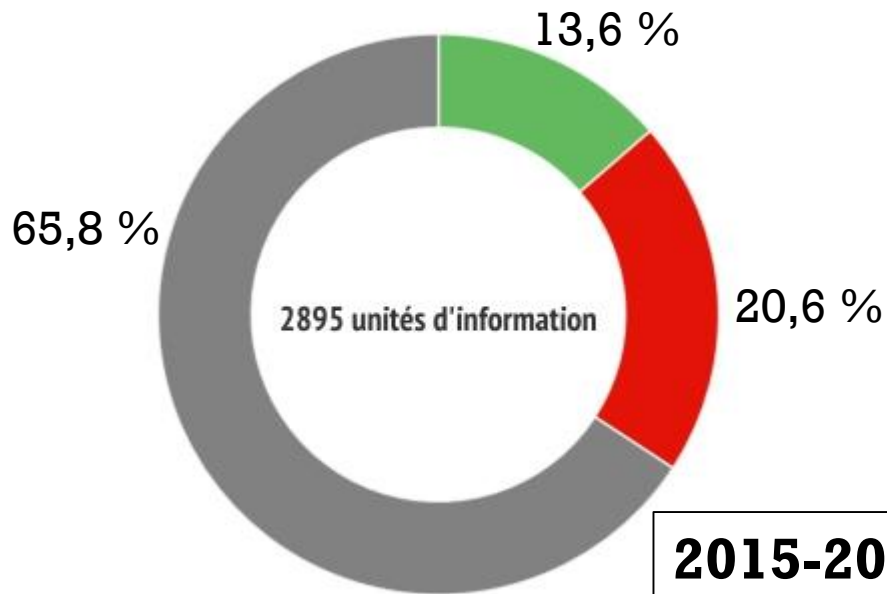
Date de création de l'Observatoire



- Engagement paternel
- Réseau préscolaire
- Habitudes de vie
- Qualité services/soins



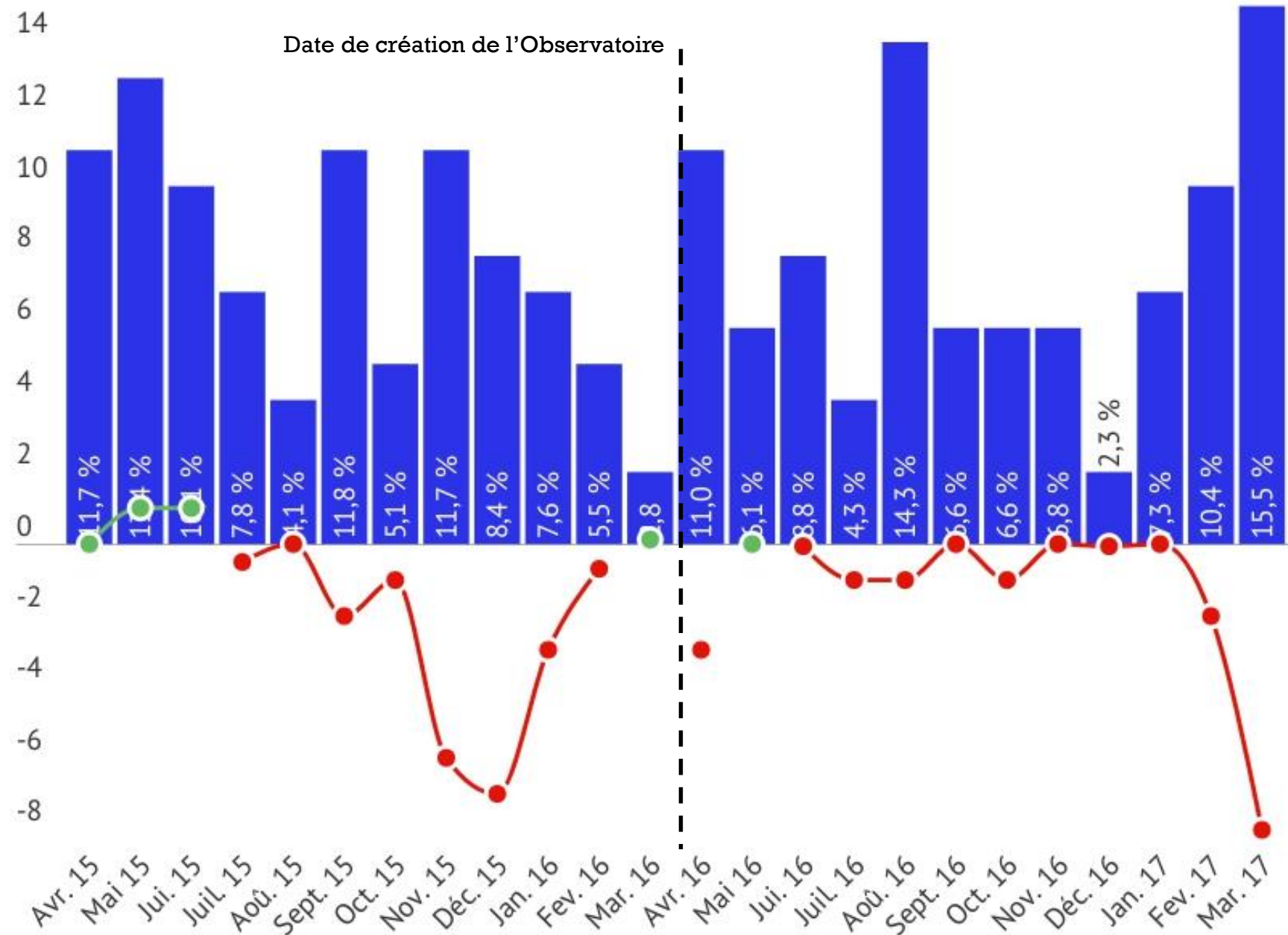
Orientation de la couverture médiatique





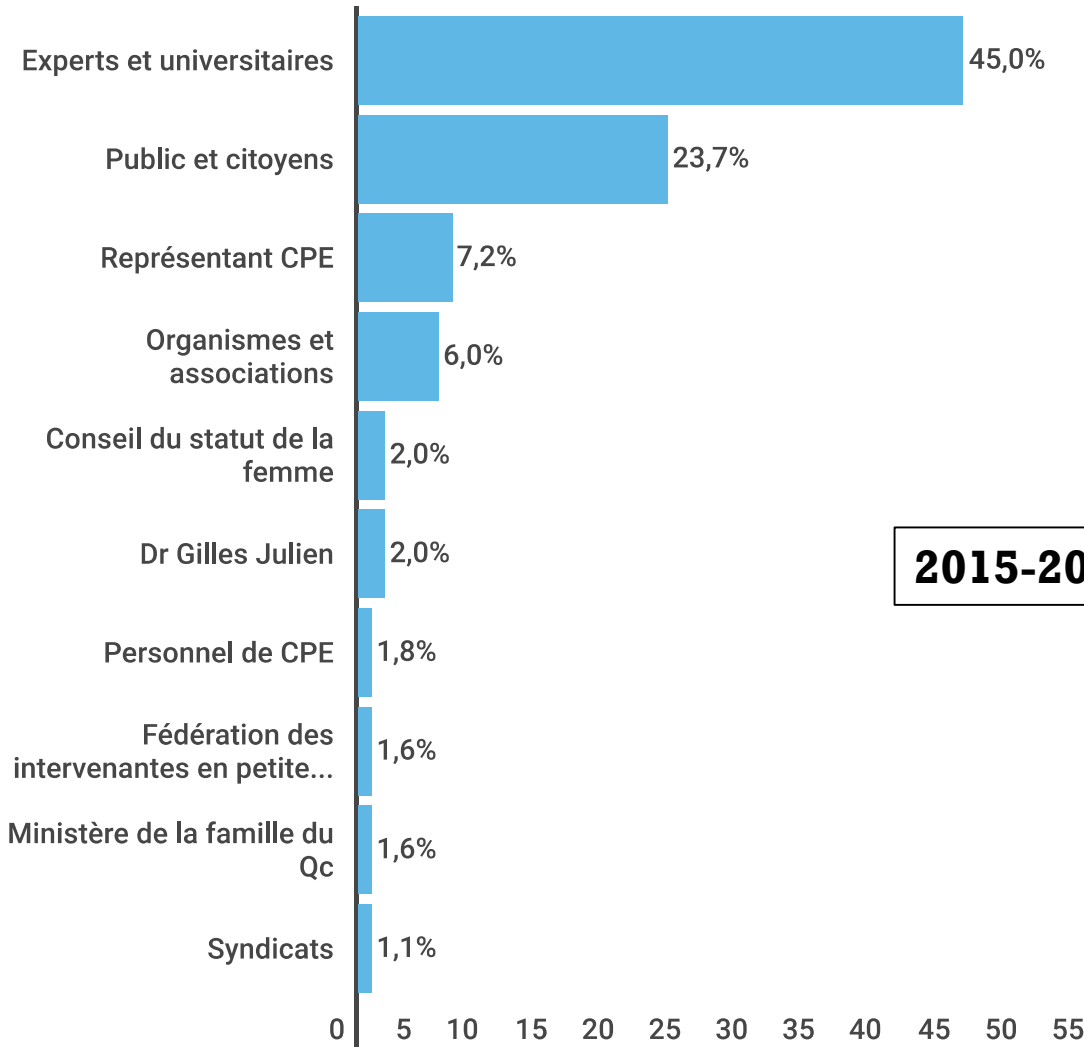
Évolution de la couverture médiatique

Date de création de l'Observatoire

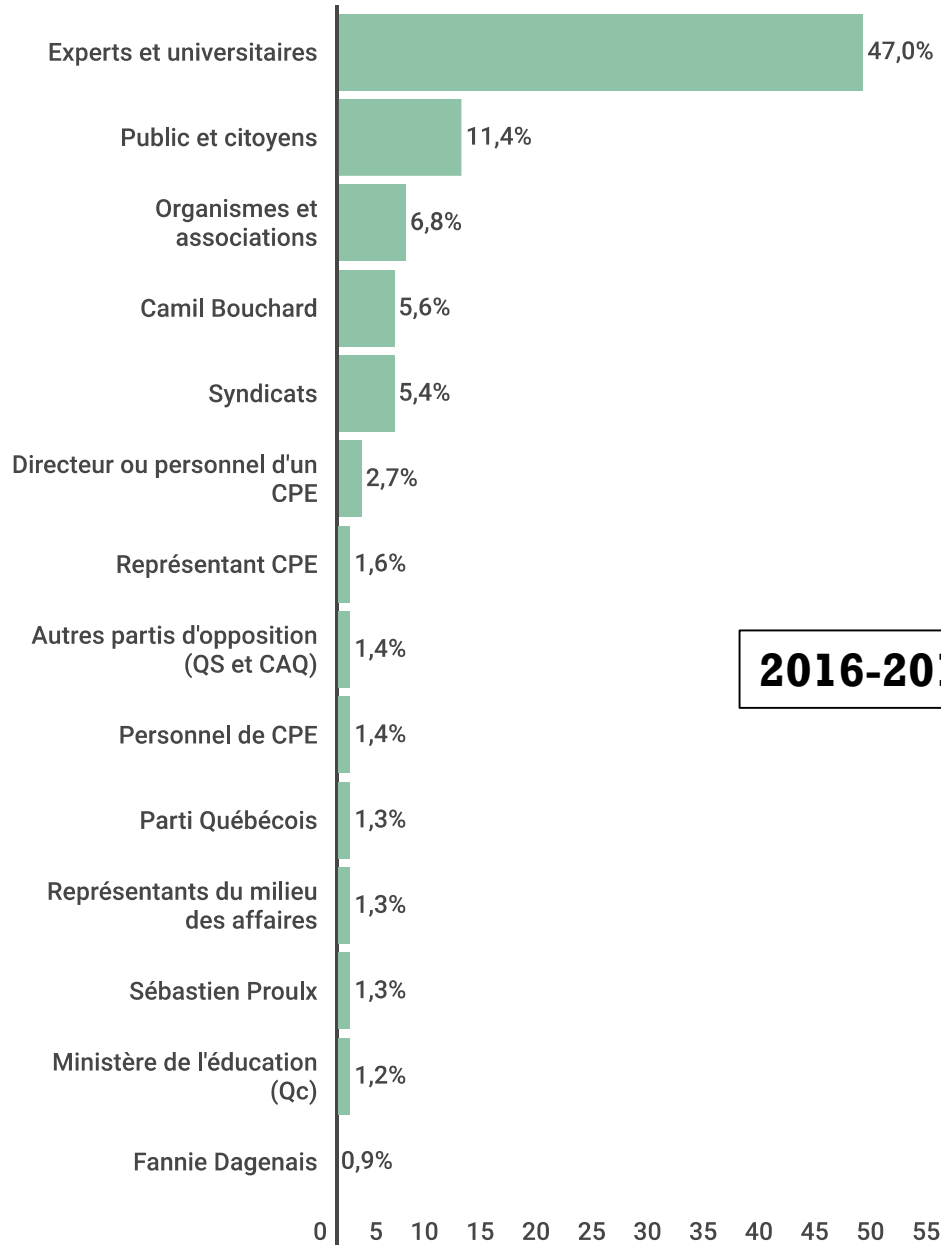




Visibilité des principaux intervenants



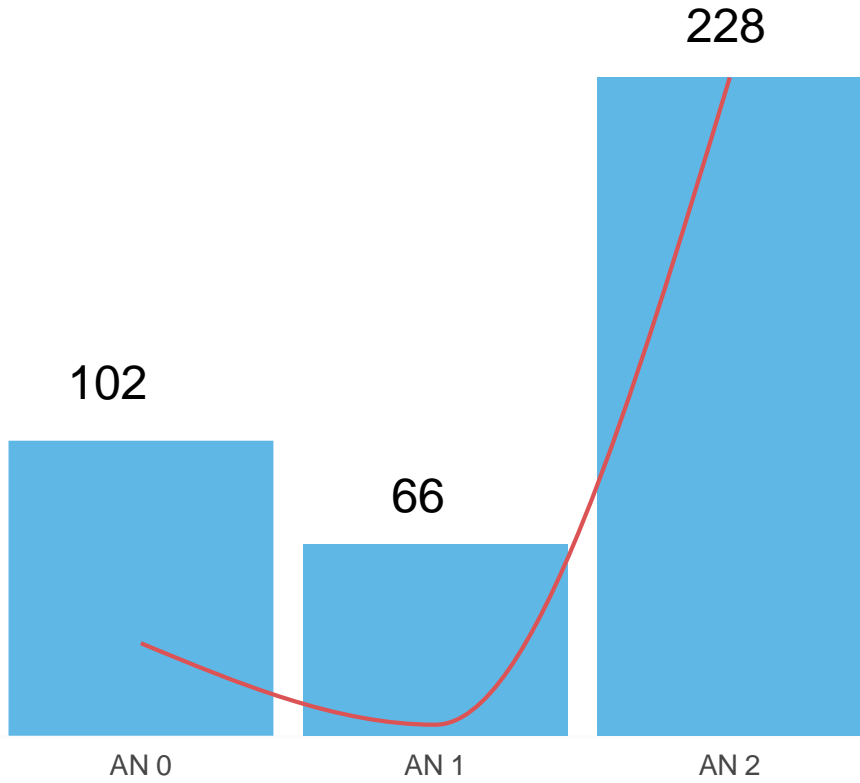
2015-2016



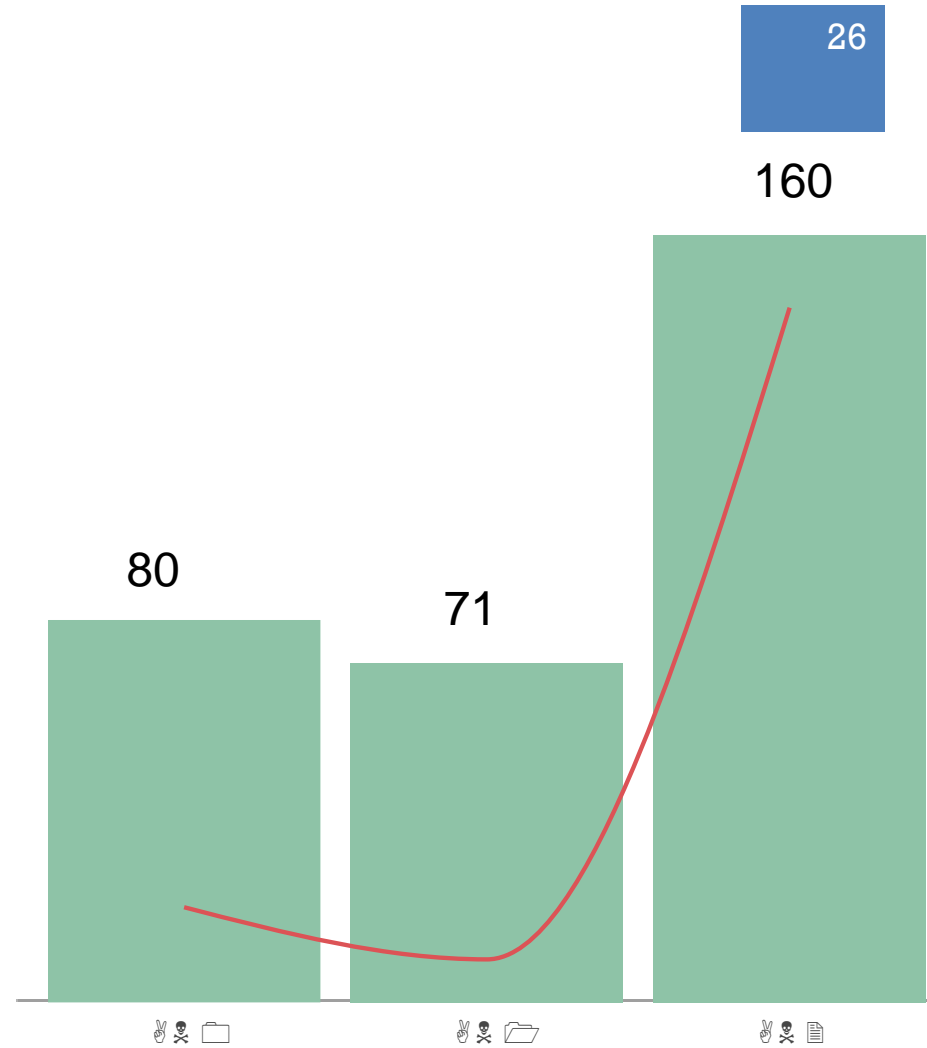
2016-2017



Interventions et acteurs d'influence (an 0, an 1 et an 2)



● Interventions ● %

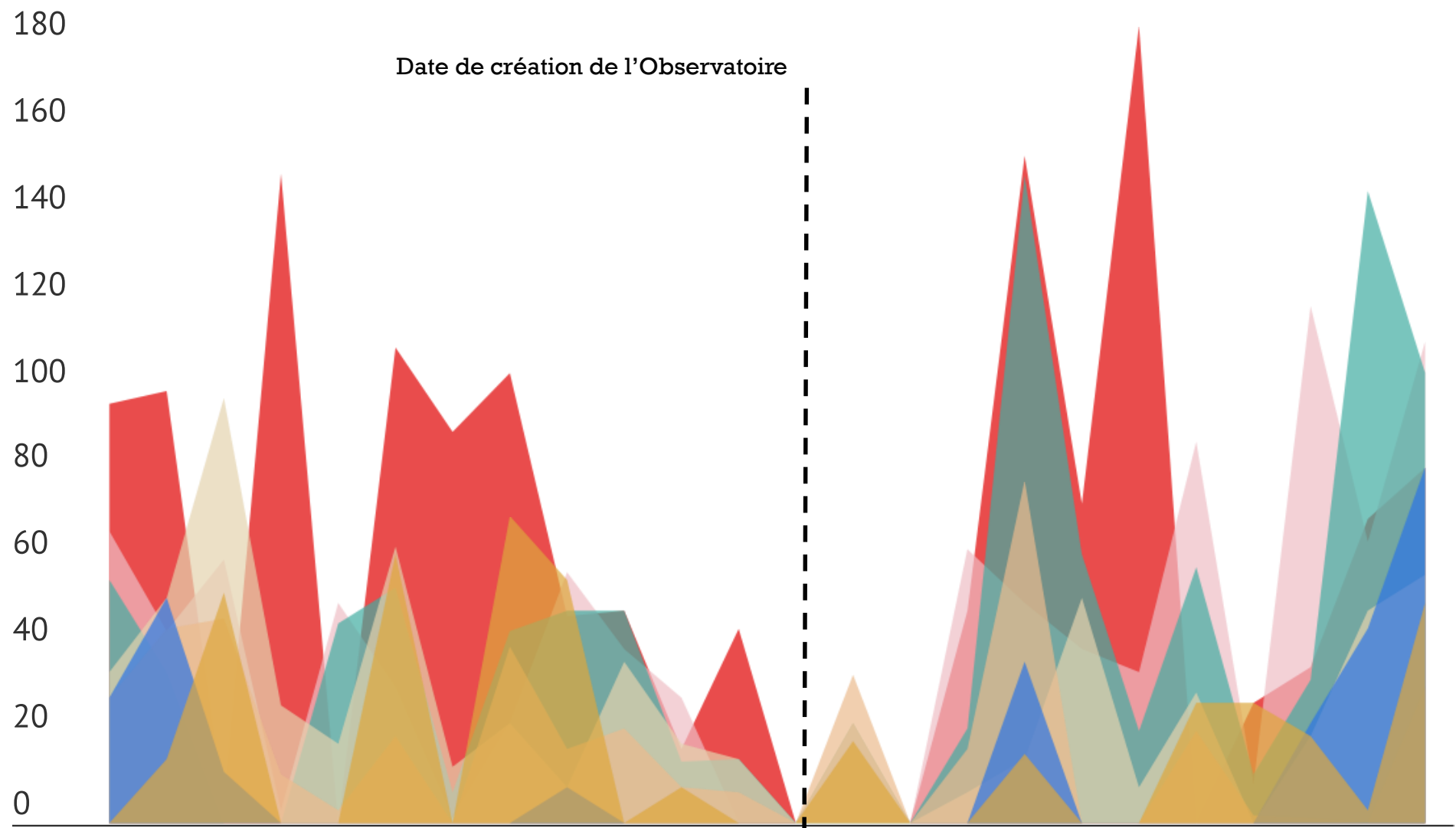


● [Icons] ● [Icons]



Visibilité des principaux médias

Date de création de l'Observatoire

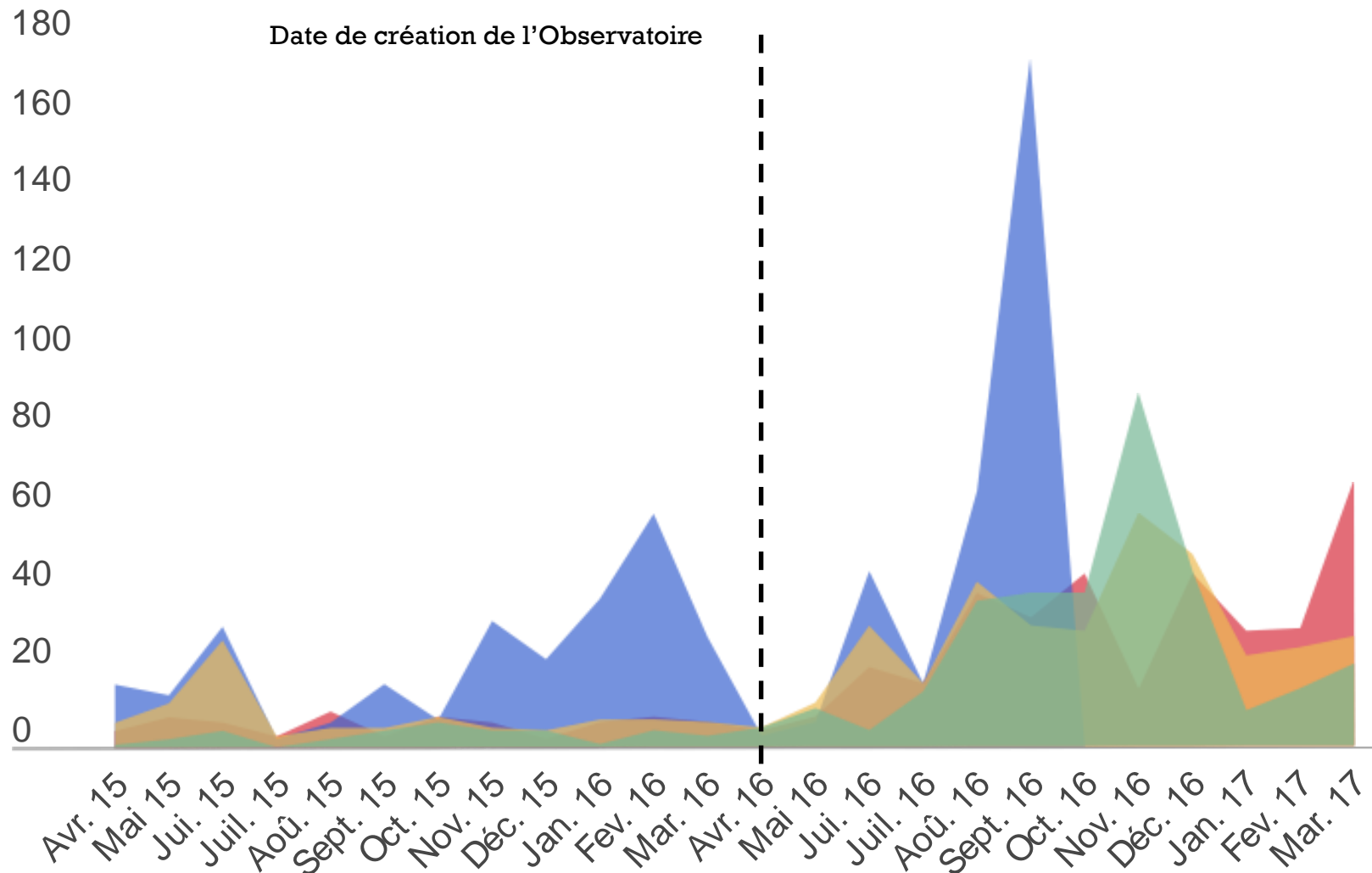


- La Presse
- La Presse +
- Le Devoir
- JDM
- JDQ
- The Gazette
- Le Soleil

ANALYSE MÉDIA: MÉDIAS SOCIAUX



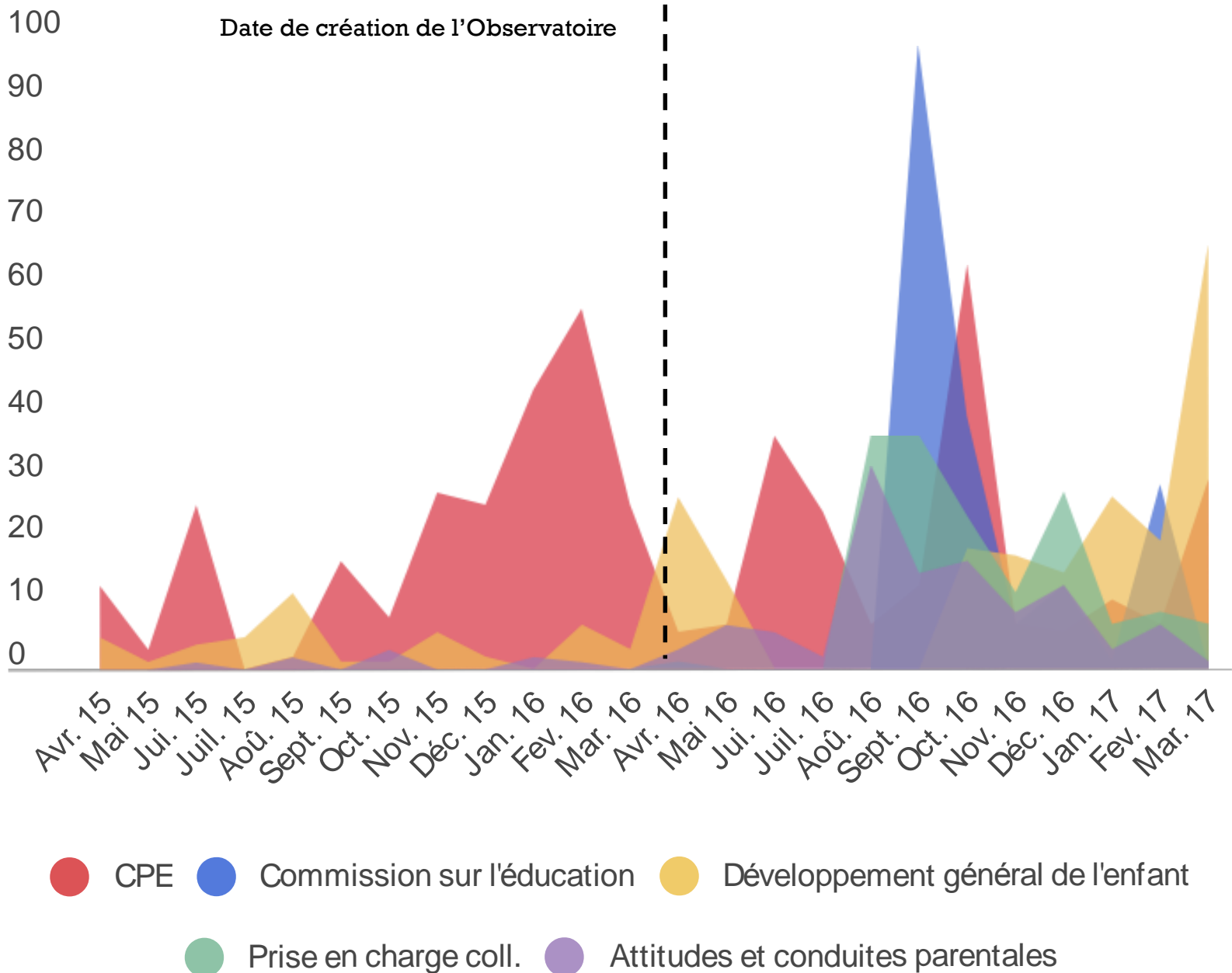
Évolution de la visibilité des principaux sujets



- Santé et bien-être de l'enfant
- Politiques et services
- Environnement familial
- Environnement social

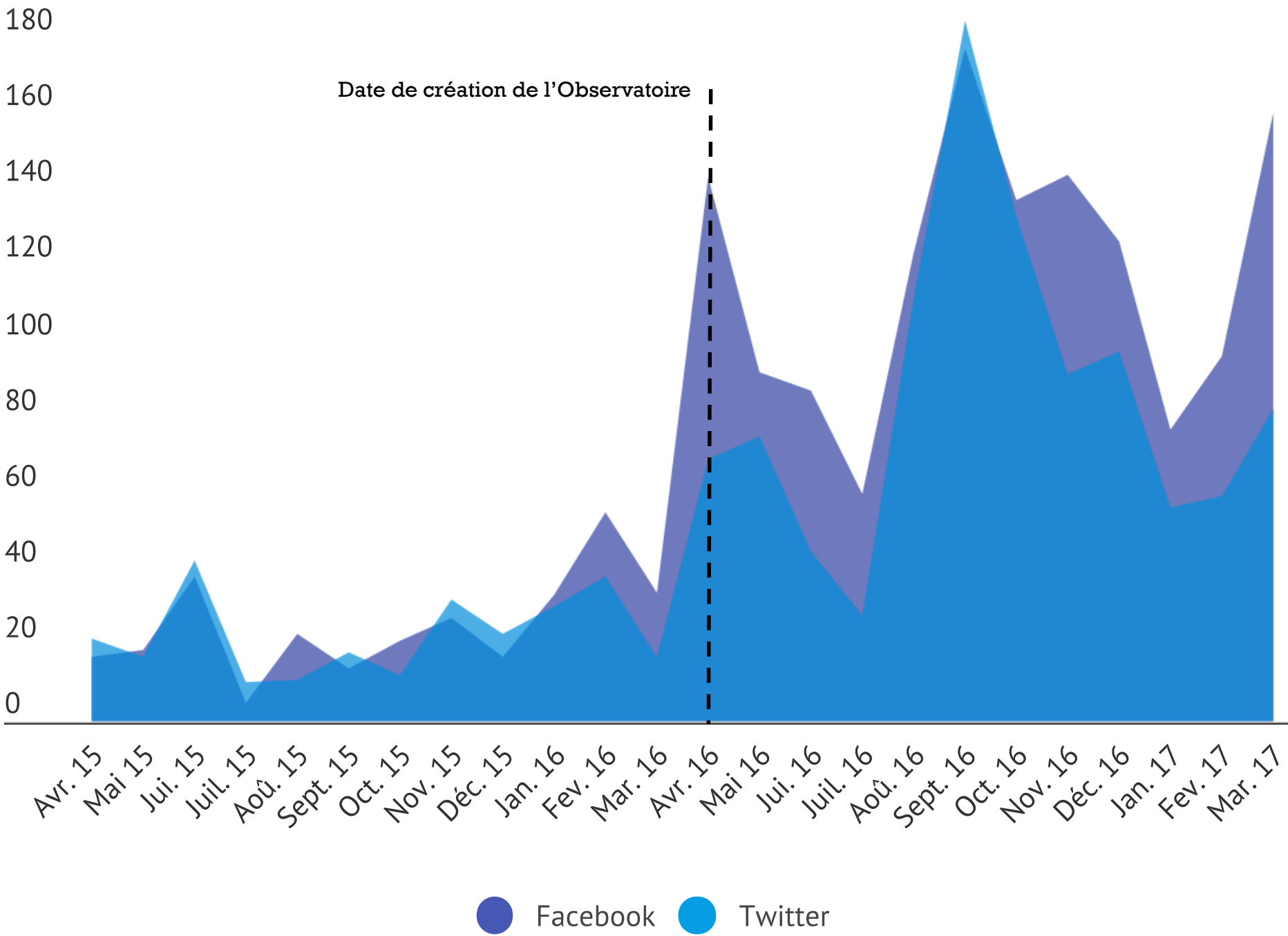


Évolution de la visibilité des principaux dossiers





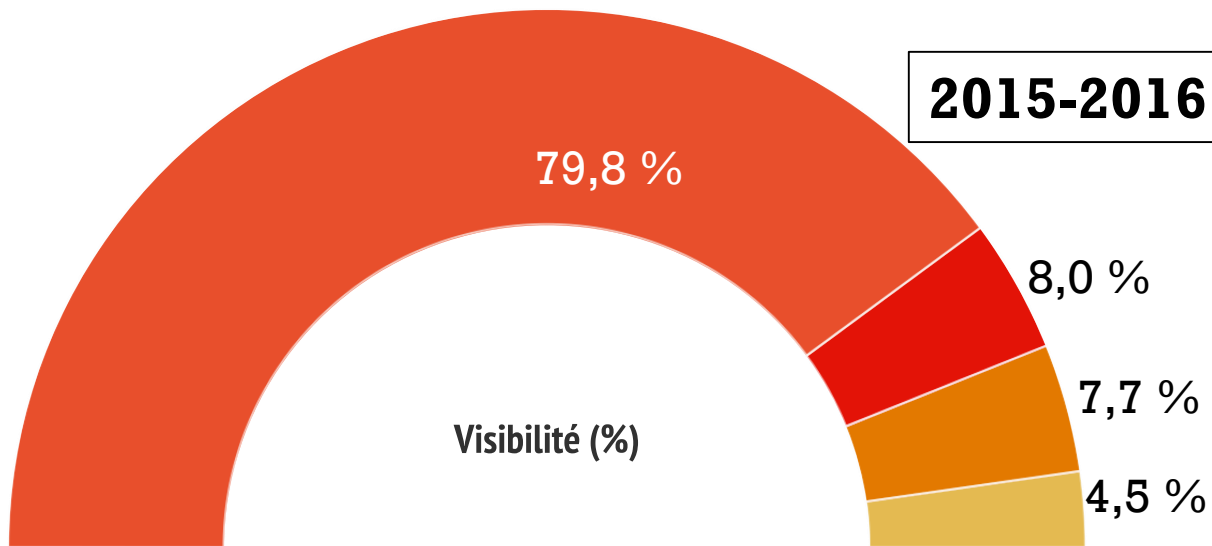
Évolution de la couverture en fonction du réseau Facebook et Twitter





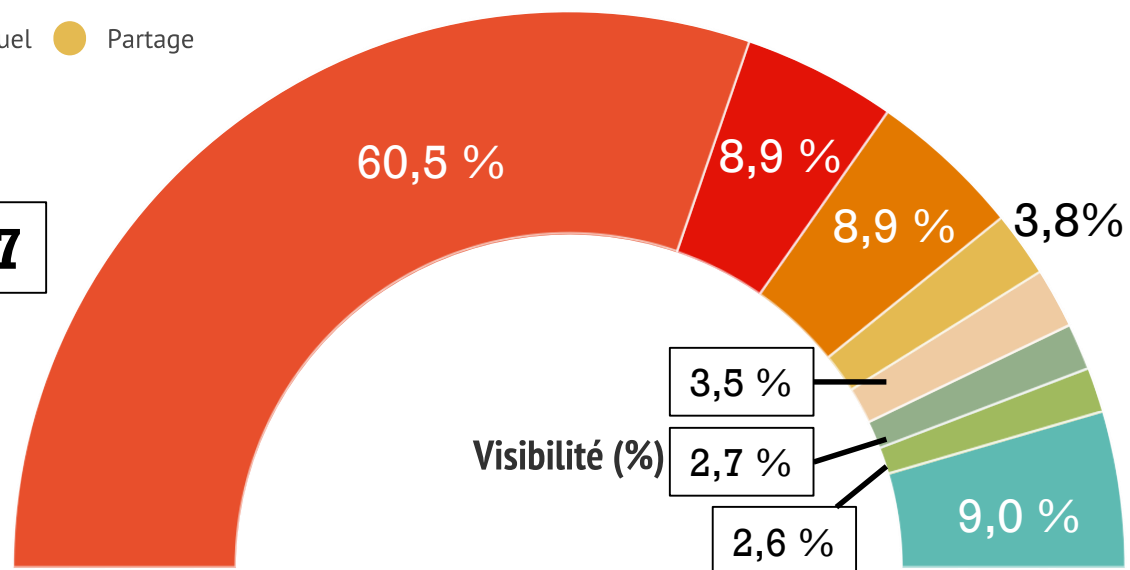
Évolution de la couverture en fonction du type de publication

2015-2016



● Hyperliens ● Publication originale ● Contenu visuel ● Partage

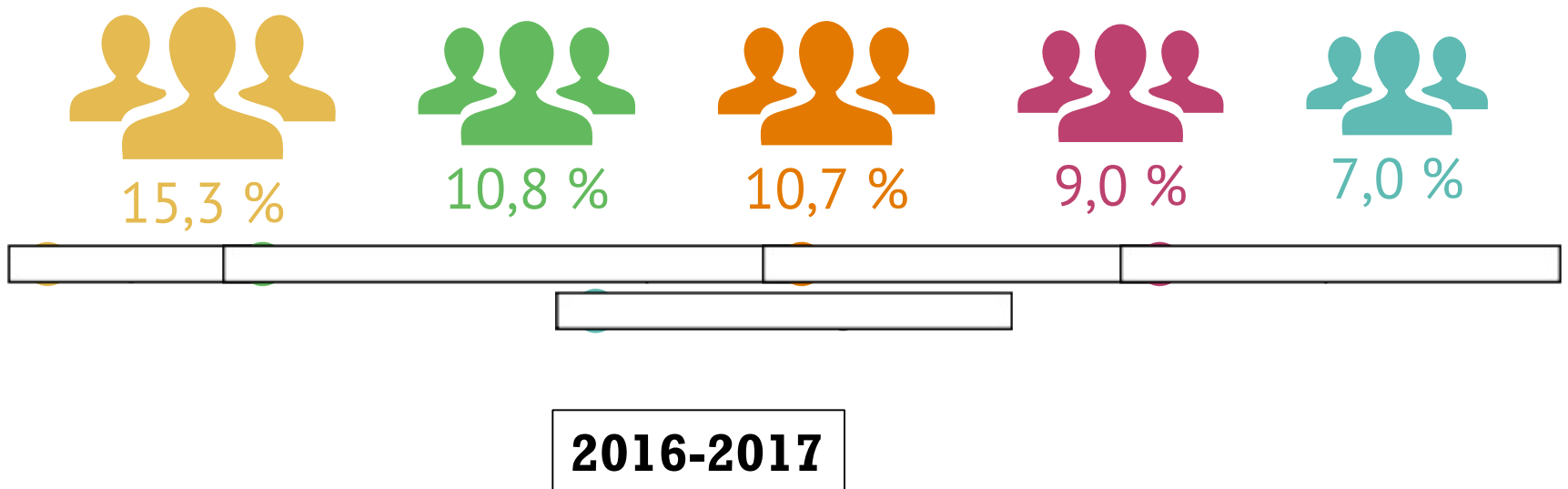
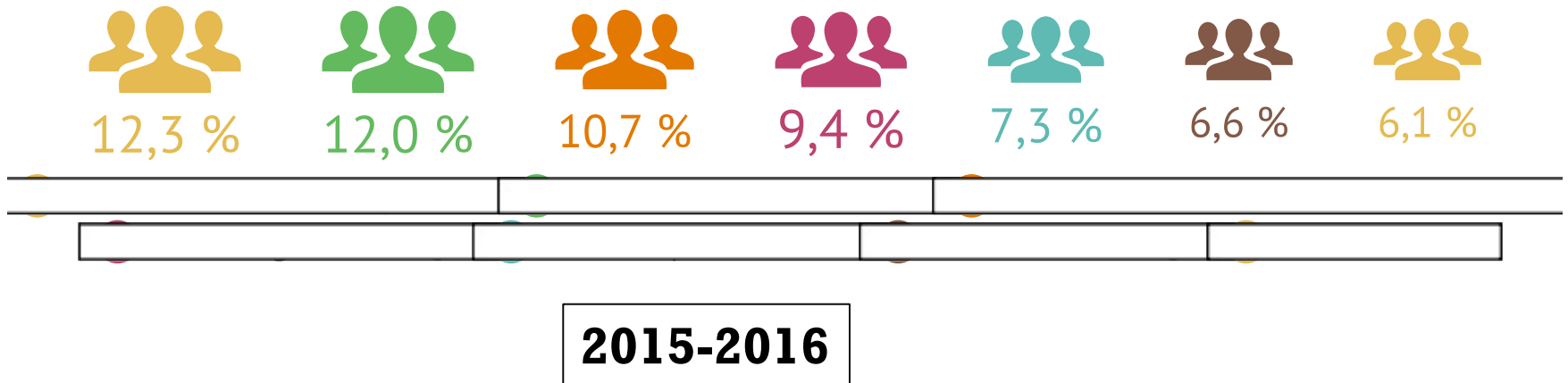
2016-2017



● Hyperliens (Site ou blogue de l'acteur) ● Contenu visuel ● Publication originale
 ● Contenu vidéo ● Hyperlien (article La Presse +) ● Partage ● Retweet
 ● Autres Hyperliens médias



Visibilité des principaux acteurs



+ Conclusion

Presse écrite :

- ❖ Une visibilité accrue et diversifiée des thèmes et enjeux relatifs à la petite enfance depuis 2016;
- ❖ La catégorie d'intervenant « Experts et Universitaires » renforce les arguments d'autorité mis de l'avant par l'Observatoire et ses partenaires;
- ❖ Un traitement médiatique des tout-petits plus systématique et mieux documenté dans la presse (ex. de la *Presse +*)

Médias sociaux :

- ❖ Une augmentation substantielle (+ 326 %) des publications sur Facebook et Twitter depuis 2016;
- ❖ Volonté des acteurs de la petite enfance de rendre visible leur propre contenu;
- ❖ L'Observatoire des tout-petits est déjà parmi les 5 acteurs les plus présents sur les réseaux socio-numérique.



LABORATOIRE

D'ANALYSE

DE PRESSE

CAISSE CHARTIER



Présentation préparée par

Olivier Turbide,

Directeur du Laboratoire d'Analyse de presse Caisse Chartier
Professeur au département de communication sociale et publique,
Université du Québec à Montréal

Thomas Maxwell,

Coordonnateur et analyste principal au Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier
Université du Québec à Montréal

Analyse comparative des priorités budgétaires (an 0/an 1)

Février 2018

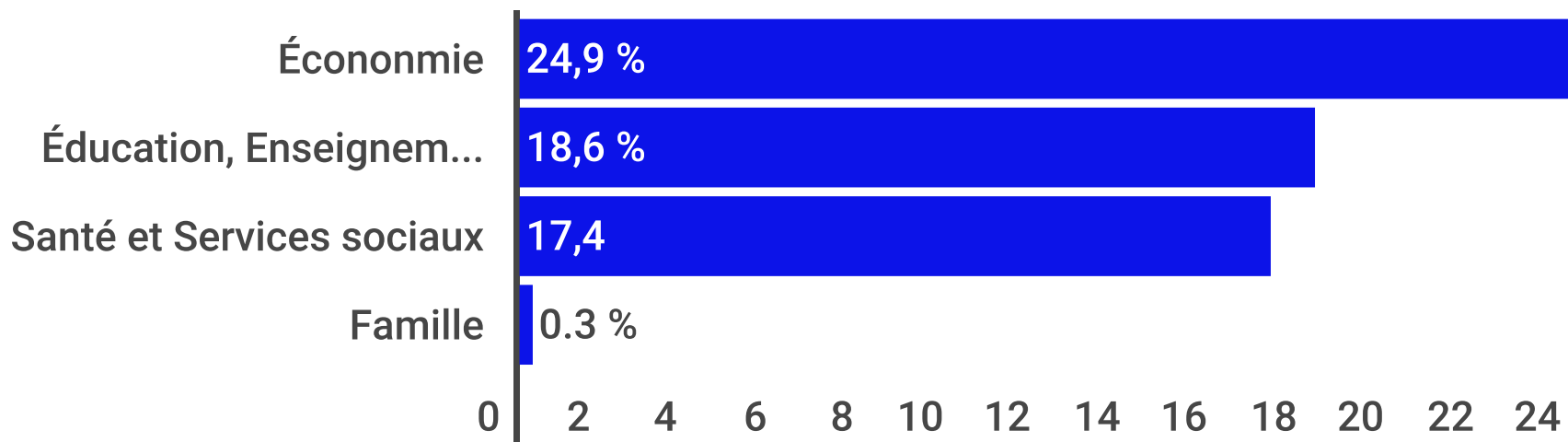
ANALYSE DU BUDGET

+ Évolution des thèmes et des données

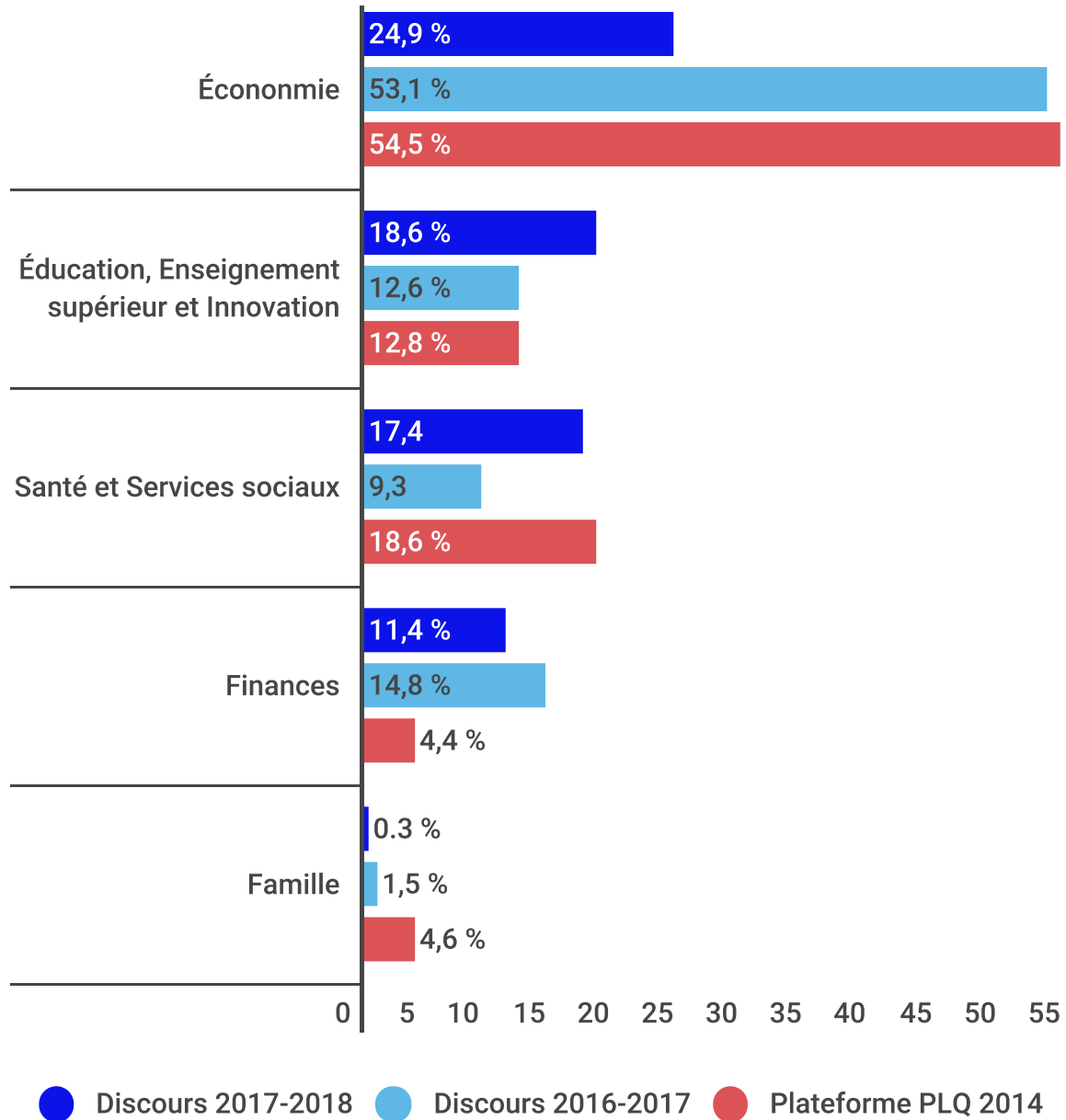
- ❖ D'un budget de rigueur budgétaire à un budget de « l'espoir retrouvé et de la prudence »
- ❖ D'un investissement dans les structures de services de garde (60 millions \$) à un investissement destiné aux familles et à la petite enfance (130 millions \$)
- ❖ 0 occurrence de l'expression « petite-enfance » en 2016-2017 contre 4 occurrences dans le discours du budget 2017-2018
- ❖ Retour des thèmes (Économie, Éducation et Santé) de la plateforme électorale du PLQ (2014) dans le discours du budget 2017-2018

+ Discours du budget 2017-2018

44

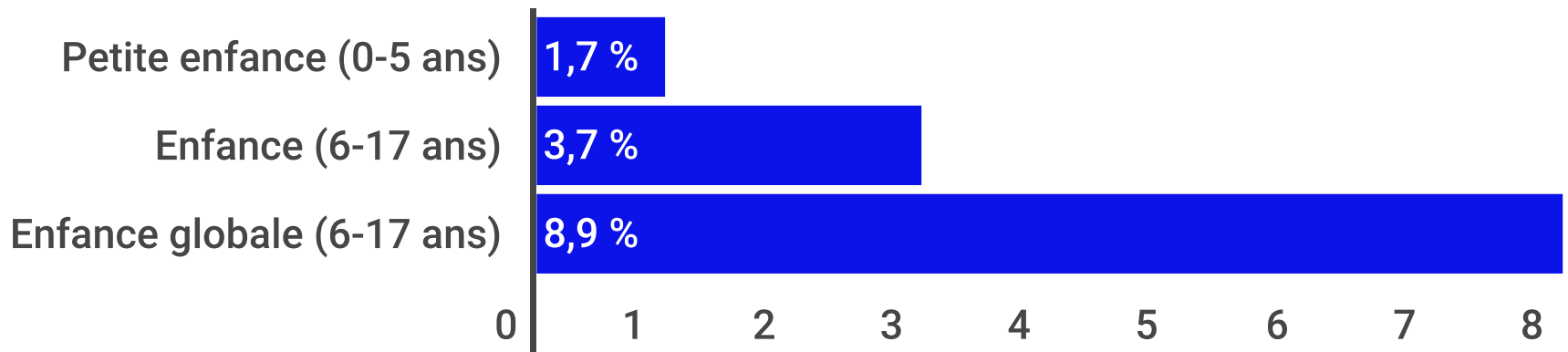


+ Discours du budget 2017-2018: comparaisons



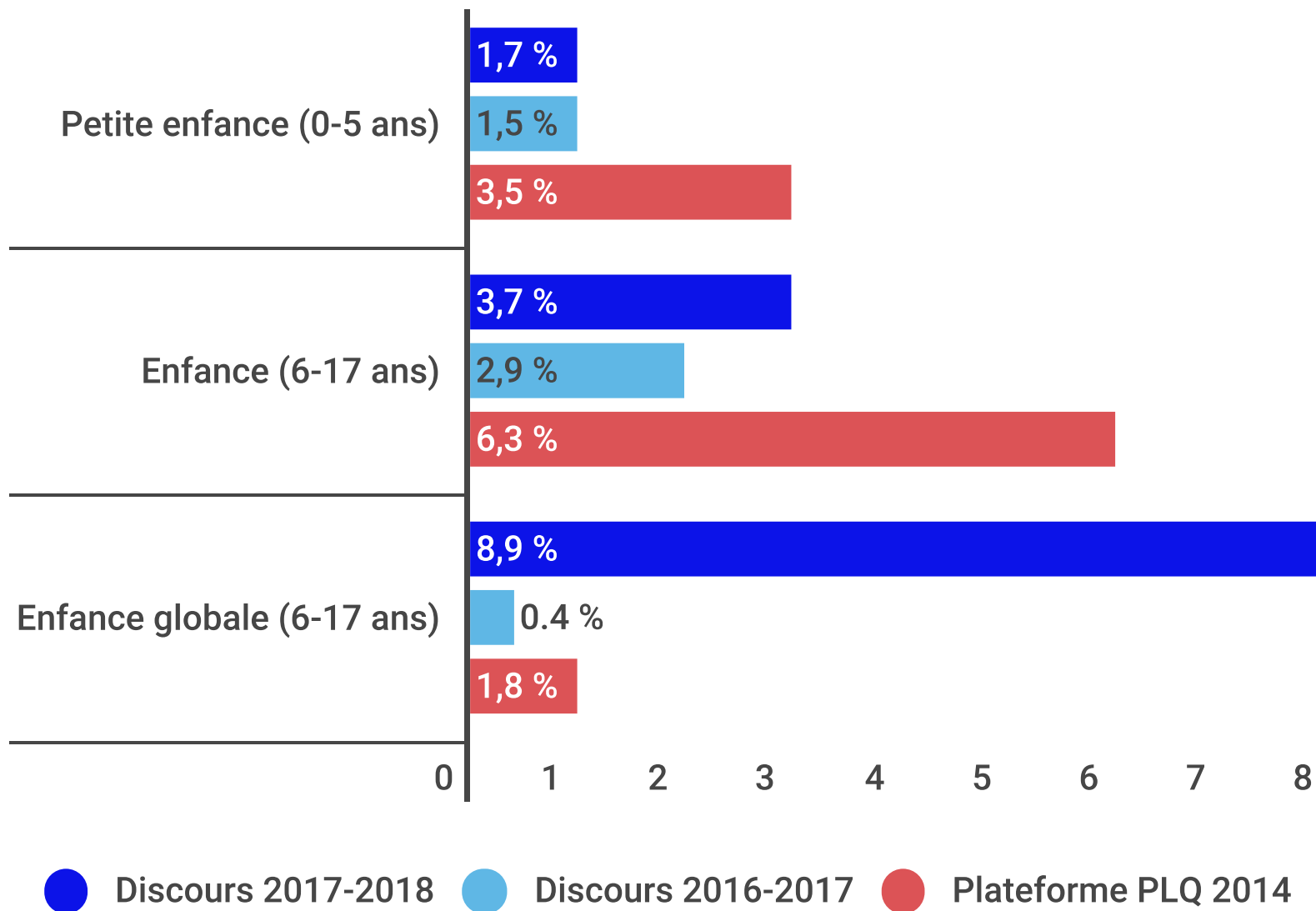
+ Place de la petite enfance dans le Discours sur le budget 2017-2018

46



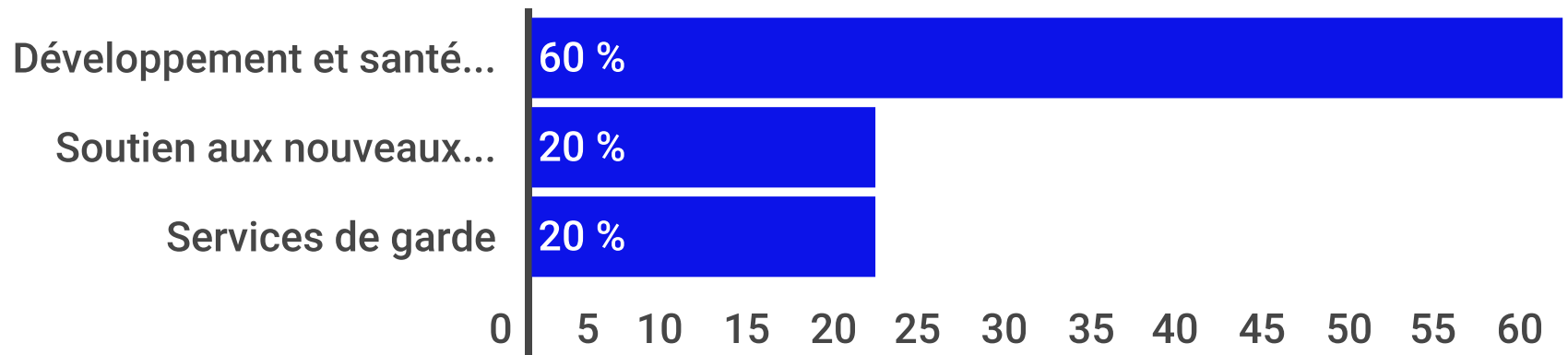
+ Place de la petite enfance : comparaisons

47



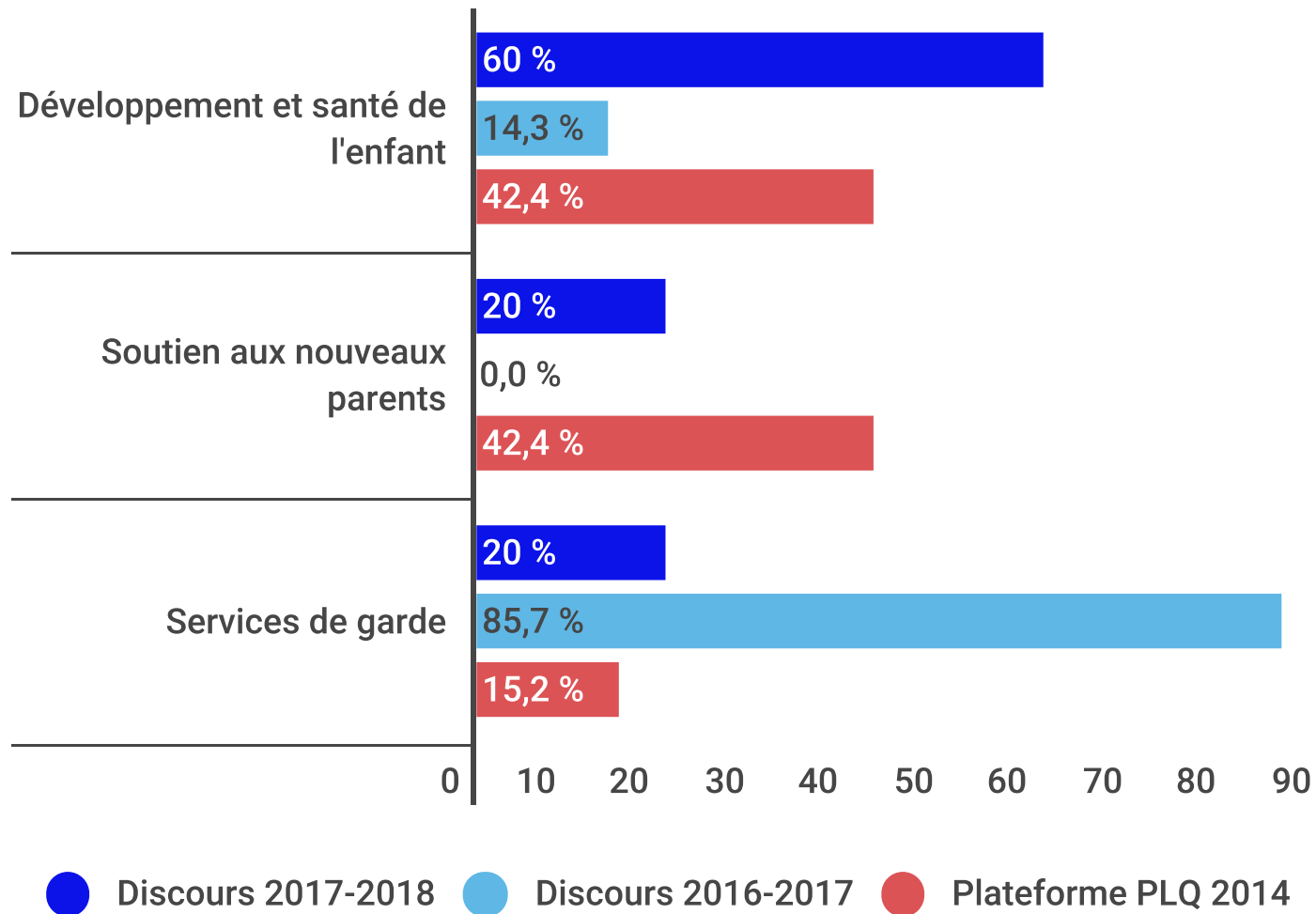


Enjeux relatifs à la petite enfance: discours sur le budget 2017-2018





Enjeux relatifs à la petite enfance: comparaisons



+ Éléments d'interprétation et de justification- Discours du budget 2017-2018

« Un budget pour aujourd'hui et pour demain

Avec ce budget, nous investissons prioritairement dans les services à la population, et particulièrement dans la réussite éducative de nos jeunes, **de la petite enfance à l'enseignement supérieur**. Nous mobilisons les moyens nécessaires pour préparer l'avenir. » (*Discours sur le budget 2017-2018*, p. 3)

« Avec le présent budget, nous investissons 3,4 milliards de dollars additionnels au cours des cinq prochaines années dans la réussite éducative, **de la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur** » (*Ibid.*, p. 11).

« La petite enfance et la famille

J'annonce également des investissements additionnels de 130 millions de dollars sur cinq ans en faveur de la petite enfance et de la famille, pour améliorer la qualité des services » (*Ibid.*, p. 11).

+ Éléments d'interprétation et de justification- Fascicule Éducation

❖ « Le soutien au développement global harmonieux des enfants sur les plans physique, moteur, cognitif, affectif, social et langagier constitue un facteur de protection pour les jeunes enfants et un excellent moyen de les préparer à entreprendre avec succès leur parcours scolaire. **À ce titre, le gouvernement veut soutenir des mesures à l'égard de la petite enfance qui permettent ainsi d'agir tôt pour favoriser leur réussite éducative** »:

— La préparation à l'école facilite l'adaptation des jeunes enfants et leur permet d'avoir confiance de réussir dans leur nouveau milieu éducatif.

— **Plus tôt l'enfant à risque sera repéré et accompagné, meilleures seront ses chances de réussir.** »

(Fascicule Éducation et enseignement supérieur, Un plan pour la réussite: dès la petite enfance et tout au long de la vie, 2017, p. 4)

+ Engagements électoraux c. discours sur le budget 2016-2017 et 2017-2018

Engagement	Respecté?	Budget 2016-2017	Budget 2017-2018
1. Indexer les tarifs de service de garde	NON. Modulation des tarifs en fonction du revenu des parents dès avril 2015	Allocation de 60 millions \$ aux CPE et garderies subventionnées	Aucune mention dans le discours
2. Augmenter le nombre de centres de pédiatrie sociale	OUI. Aide de 20 millions \$ pour doubler le nombre de centres de pédiatrie sociale (octobre 2016).	Aucune mention dans le discours	Aucune mention dans le discours
3. Déployer l'initiative « Ma famille, ma communauté »	OUI. Initiative déployée de 2011 à 2015 dans 3 centres jeunesse	Aucune mention dans le discours	Aucune mention dans le discours

+ Engagements électoraux c. discours sur le budget 2016-2017 et 2017-2018

Engagement	Respecté?	Budget 2016-2017	Budget 2017-2018
4. Prioriser le diagnostic chez les jeunes montrant des difficultés d'apprentissage et l'intervention rapide dès la petite enfance	OUI. Les discours des budgets 2016-2017 et 2017-2018 contiennent principalement des mesures en ce sens	« Ces sommes permettront [...] d'offrir à la jeunesse québécoise un apprentissage stimulant et innovant, grâce à l'ajout de personnel spécialisé et à l'adaptation de la pédagogie ».	« Politique de la réussite éducative », « Investissement additionnel de 130 millions de dollars sur cinq ans pour la petite enfance et la famille » (voir supra)
5. Lancer une nouvelles stratégie de mise en œuvre de la Politique de périnatalité	NON. Fin du financement de Mieux-Naitre Laval, le seul centre de périnatalité de la région pendant l'été 2017.	Aucune mention dans le discours	Aucune mention dans le discours
6. Construire une unité mère-enfant à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal.	OUI. Appui du projet par Ministères de la Santé et des Services Sociaux du Québec en mai 2013 (Parti Québécois)	Aucune mention dans le discours	Aucune mention dans le discours

+ Éléments d'interprétation et de justification- Discours du budget 2017-2018

- ❖ « [Au chapitre de la *Politique de la réussite éducative*] cette politique apportera un **soutien aux parents** afin de prévenir les difficultés d'apprentissage. Elle permettra aux jeunes de partir du bon pied **dès la maternelle** et la première année du primaire. Nous allons offrir un coup de pouce aux écoles primaires pour faciliter la mise en œuvre des plans d'intervention auprès des élèves en difficulté. » (*Discours sur le budget 2017-2018*, p. 11)
- ❖ « [À propos de l'investissement additionnel de 130 millions de dollars sur cinq ans pour la petite enfance et la famille]. La réussite éducative se prépare et se construit dès le plus jeune âge. Grâce aux nouvelles ressources disponibles, nous allons permettre à nos enfants de partir du bon pied, et un soutien particulier sera apporté à ceux rencontrant des difficultés ». (*Ibid.*, p. 12)

+ Conclusion

Les points positifs :

- ❖ Malgré une visibilité minimale des 0-5 ans, volonté du gouvernement de **reconnaître les besoins dès la petite enfance et de les financer**;
- ❖ Un rééquilibrage encourageant des thèmes abordés en termes de visibilité (la petite enfance étant intégrée à un thème, l'Éducation, qui arrive en 2^{ième} position avant la Santé et les services sociaux);
- ❖ L'introduction de l'expression « petite enfance » dans le discours sur le budget 2017-2018 et une plus grande visibilité médiatique des tout-petits permettra de **suivre dans le temps les mesures concrètes prises par les décideurs politiques** (ex. du dossier sur la maltraitance).

Les points négatifs :

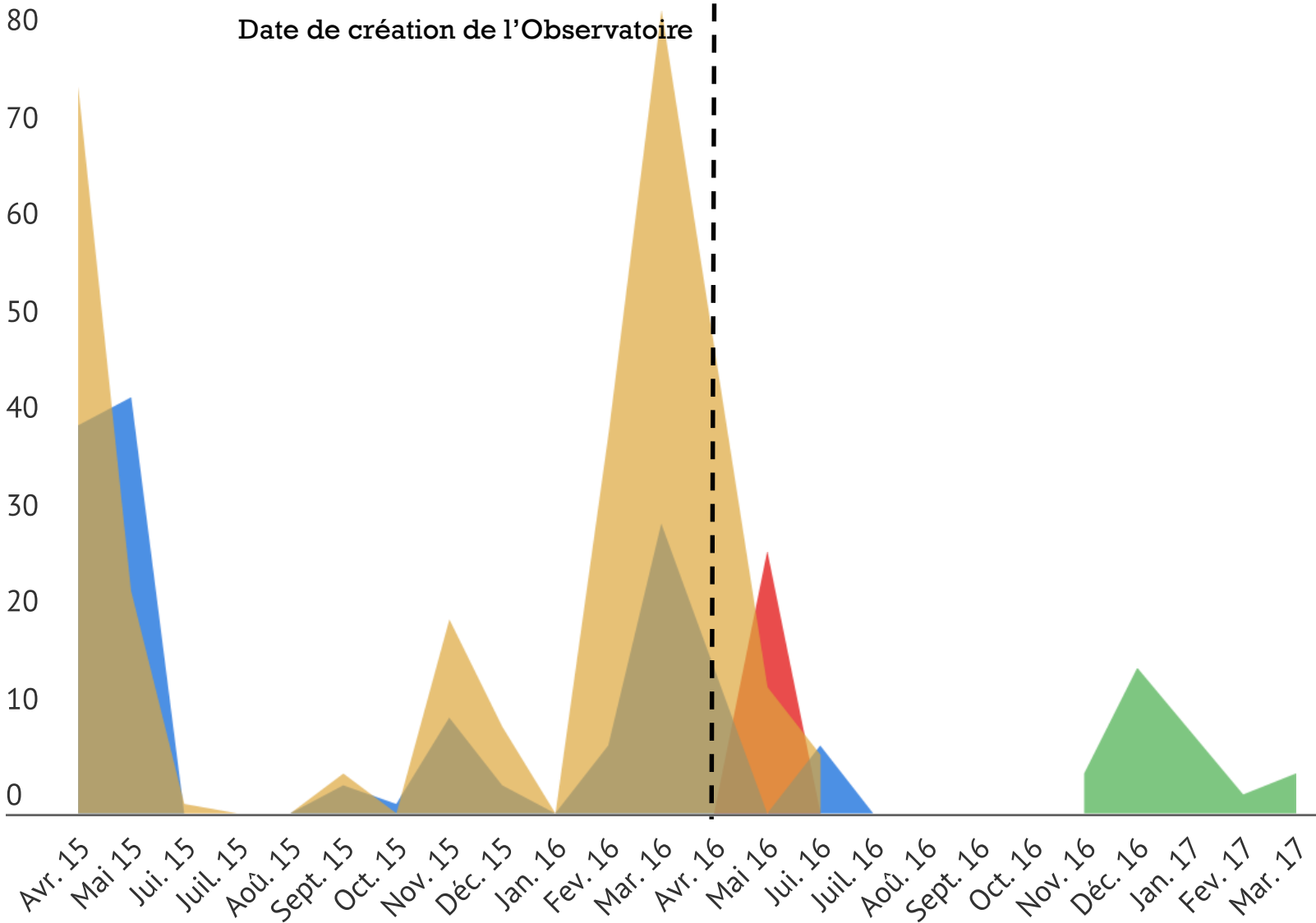
- ❖ Les dimensions « environnement familial » et environnement social » absentes du discours

ÉCHANGES PARLEMENTAIRES



Évolution de la visibilité des principaux sujets

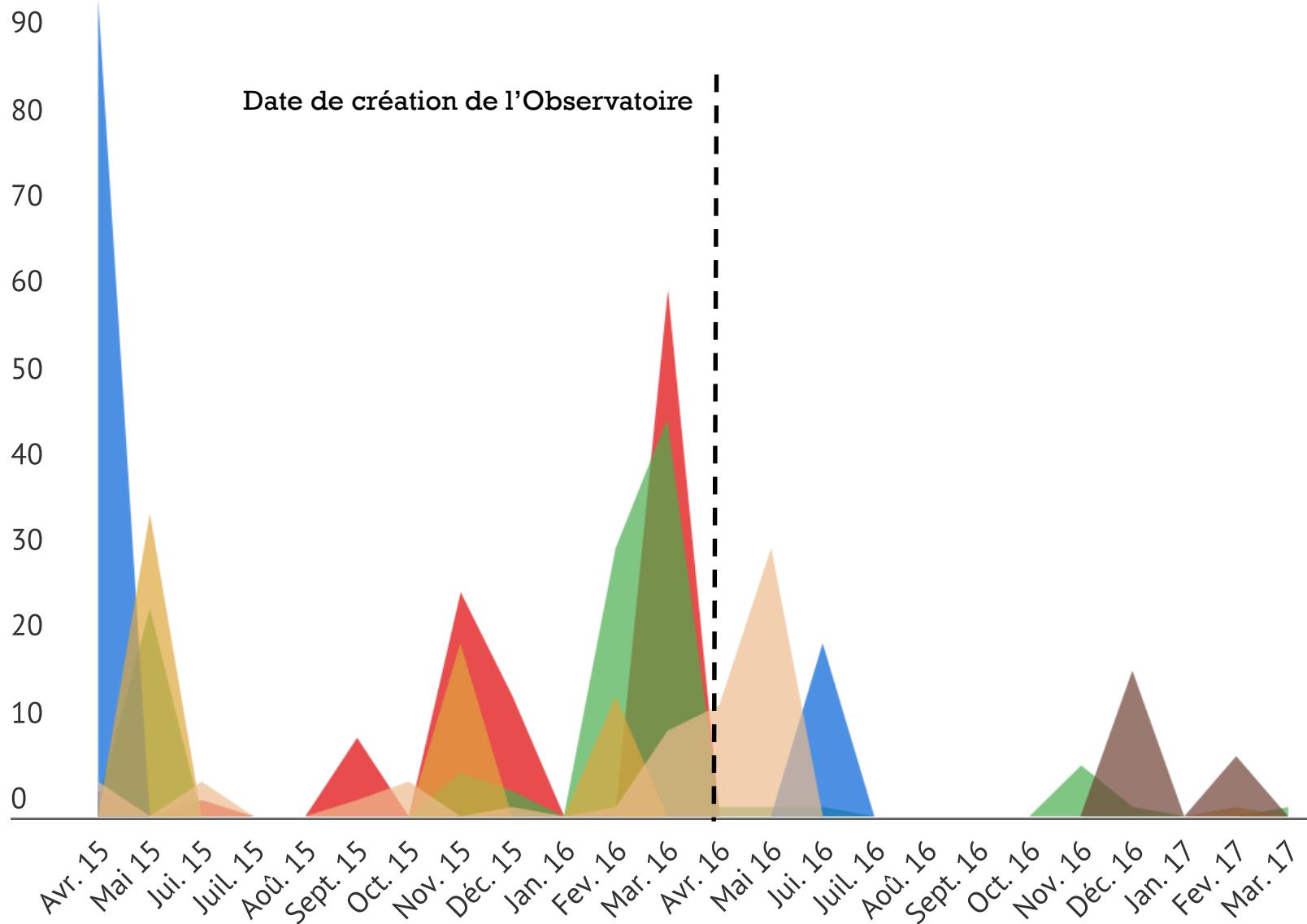
Date de création de l'Observatoire



- Politiques et programmes
- Initiatives gouv.
- Politiques et services
- Coûts et financement



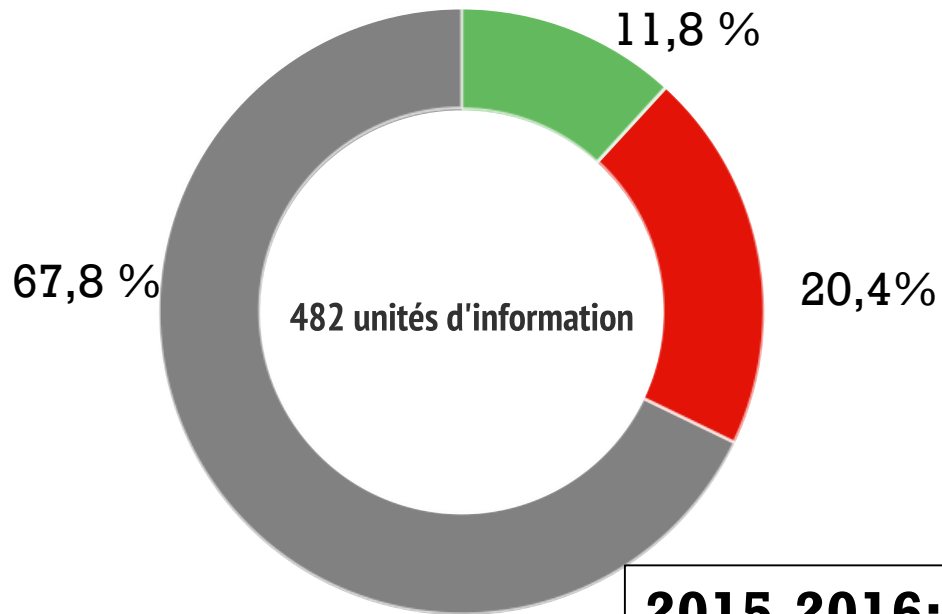
Évolution de la visibilité des principaux dossiers



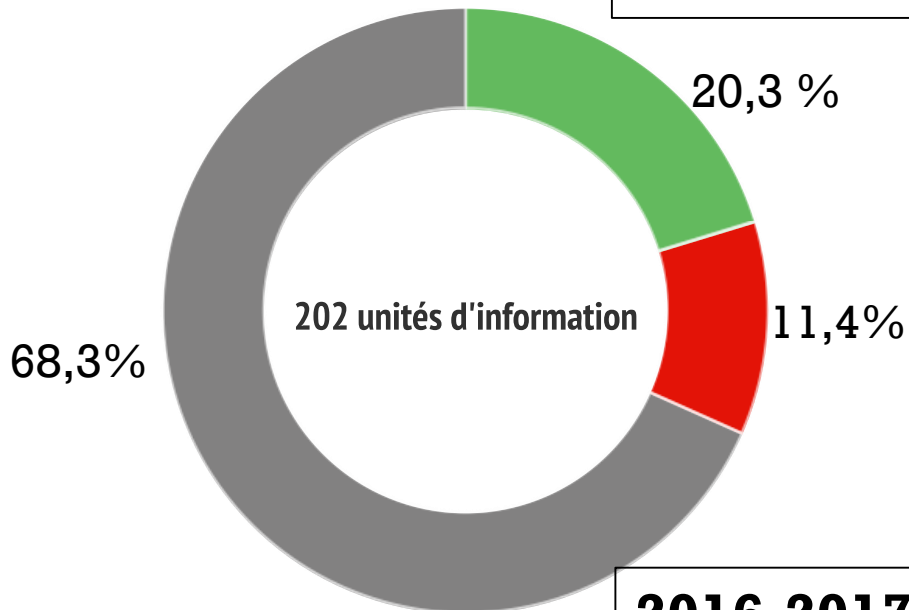
- CPE
- Access. et dispo. des services
- Service de garde subventionnés
- Utilisation de services de santé
- Réseau préscolaire
- Adoption



Orientation des interventions à l'assemblée



2015-2016: 32,2 % des unités orientées



2016-2017: 31,7 % des unités orientées



Visibilité des principaux intervenants



39,3 %



33,1 %



17,7 %

2015-2016

26,7 %



18,8 %



17,3 %

2016-2017

+ Conclusion

- ❖ Une visibilité faible de la petite enfance dans les échanges parlementaires;
- ❖ La présence de la CAQ comme premier intervenant (notamment par l'intermédiaire de son chef François Legault) est une bonne nouvelle pour permettre des changements auprès des décideurs politiques (ex. des Maternelles 4 ans).